

M. Walden: Je ne veux pas vous donner l'impression de tout connaître mais leurs programmes peuvent, selon moi, nous apprendre que des efforts gigantesques risquent d'entraîner des erreurs gigantesques. Nous devrions examiner ces choses d'un œil critique. Le *Higher Horizons Project* était une tentative organisée visant à permettre à un plus grand nombre de jeunes et d'enfants de toutes les communautés de New York de se renseigner sur les aspects culturels de New York et sur la ville de New York en général.

On a constaté que de nombreux enfants n'avaient jamais visité les divers quartiers de New York. Ils n'avaient certainement pas visité les musées et autres institutions similaires. Ce programme alors s'est développé car dès que ces enfants avaient découvert ces institutions ils voulaient en parler. Cela a ouvert de nouveaux horizons. Ainsi on a invité des volontaires provenant surtout des écoles secondaires. On a constaté que l'écolier adolescent, était l'animateur idéal parce qu'il ne subissait pas encore le conflit des générations, pour ainsi dire. On a alors amorcé un programme d'animation qui consistait à établir des dialogues. Il a fallu inclure ensuite différents programmes secondaires. Le campisme par exemple, etc.

Au fond, ce projet n'a jamais été évalué d'une façon digne de ce nom. Il ne s'agit que d'improvisation. Ce programme, à l'époque, n'avait fait l'objet d'aucune évaluation. On a peut-être comblé cette lacune depuis lors.

Toutefois, s'il s'agissait d'ouvrir le monde à ces enfants, on a pu atteindre le gros de cet objectif.

Je pourrais, si vous le désirez, me renseigner davantage au sujet du *Higher Horizons Project*.

Le Président: Ça va. Nous en chargerons des membres du Comité.

La sénatrice Fergusson: Comme, selon vous, vous avez utilisé pour les Indiens la même formule que pour les immigrants, dois-je conclure qu'elle n'a pas si bien réussi ?

M. Cormier: Au contraire. Mais nous avons affaire à des gens totalement différents. Nous avons appliqué d'autres modalités mais sans compromettre

le succès du programme. Il a réussi dans ce sens qu'en commençant notre action dans les collectivités indiennes, nous avons dû mobiliser de nombreux non-indiens et leur faire comprendre qu'ils doivent se dévouer pour les Indiens et nous avons réussi à susciter parmi les Indiens un intérêt tel qu'ils ont contraint le gouvernement à réévaluer son ancienne politique à leur égard. Nous pouvons considérer cela comme un succès. Nous ne nous en attirons pas tout le mérite, mais nous avons participé à cet effort. On a dû se montrer pessimiste pour que des mesures concrètes soient prises.

La sénatrice Fergusson: J'ai une autre question à poser; les associations communautaires ont-elles eu une réaction aussi favorable au problème des Indiens qu'au problème des immigrants ?

M. Cormier: Oui.

Le sénateur Fournier (Madawaska-Restigouche): Monsieur le président, à l'instar de mes collègues, je pense que ce mémoire nous laisse sur notre faim. Que le témoin ne pense pas que nous ravalons le mémoire et les efforts qu'ils y ont consacrés. Pas du tout. Ils ont toutefois annoncé qu'ils reviendraient et j'espère qu'ils se rappelleront que notre Comité veut se renseigner. Nous voulons des faits. Peu nous importe les statistiques que nous avons déjà obtenues d'autres sources. Si vous avez de nouvelles solutions à offrir, faites-le par écrit. Nous ne promettons pas de les accepter mais de les étudier. Voilà le rôle de ce Comité. J'aurai d'autres questions à vous poser à votre retour.

Un de nos principaux problèmes au Canada c'est le mauvais emploi des mesures de bien-être. Ce Comité a reçu une énorme publicité à cause de ses efforts pour réduire la pauvreté au Canada, mais nous devons éviter d'élever une barrière entre ceux qui travaillent et les assistés sociaux. Nous ferions erreur. C'est grâce au travail que nous pouvons édifier le Canada et non par des mesures de bien-être. Nous ne devons pas négliger ceux qui travaillent. Cela dit, toutefois, je tiens à établir que je ne m'en prends pas à ceux qui reçoivent l'assistance sociale lorsqu'ils le méritent. Je ne m'oppose pas aux pensions de vieillesse, aux allocations familiales et autres prestations similaires. Mais je m'oppose aux abus de l'assistance sociale. Nous parlons de pénurie d'argent mais une assistance sociale excessive absorbe nos ressources et voilà qui est très dangereux. Même dans ma propre province il y a des abus du régime de bien-être social qui sont absolument